

Compte Rendu de la Rencontre des Collectifs Locaux réunis en Coordination Nationale Les Samedi 3 et dimanche 4 mars 2012 – Cahors (46)

211 collectifs représentés par une cinquantaine de personne : Lodève (30), Florac (48), Plaine du Languedoc + collectif de Montpellier (34), Montpeyroux-Gignac (34), Bassin de Thau (34), Causse Méjean (48), Drôme nord (26), Collectif 07, le Vigan (30), Var (83), NGSPC (Non au gaz de schiste, permis de Cahors – collectifs des départements 12, 24, 82, 46 , 47), No Gazaran.

et une organisation : Les Amis de la terre. Maxime Combes (ATTAC) étant excusé.

ORDRE DU JOUR

Voir l'ordre du jour dans les annexes

LES ACTUALITES

1. Point sur le permis maritime :

Les permis de Brignoles et de Rhône maritime (permis offshore profond), en haute mer, 2 km de profondeur pour atteindre le sous sol marin et forer à 2 ou 3 000 m de profondeur, sont à prendre en compte distinctement, d'autant plus que la population de la cote risquent d'avoir une autre approche des risques. 3 à 4 collectifs dans le sud, 60 sur le haut Var. Le collectif du Var accompagne celui de Rhône maritime mais n'intervient pas à sa place.

Le permis est consultable sur demande au groupe de travail juridique de la CN.

La date limite d'instruction du dossier est fixée au 11 avril 2012. Nous tentons de mobiliser la population pour ce permis avec la grande journée de rassemblement à la Seyne sur mer, le 8 avril 2012. Il est prévu qu'un grand nombre de bateaux (plaisanciers, pêcheurs, ...) iront sur la zone concernée, en pleine mer.

Pour les réunions publiques 15 000 tracts seront distribués sur les plages et 1 500 affiches collées. Tous les maires, une trentaine, seront visités avec report intégral des échanges sur le site du collectif.

Le gouvernement est dans l'obligation de renouveler ce permis qui en est à sa troisième période. Nous n'avons pas d'éléments pour le faire annuler.

Par conséquent, il faut un mouvement de citoyens très fort pour agir sur les politiques.

Lien à faire avec le projet Gold qui est présenté comme un projet scientifique qui, de ce fait, n'aurait pas besoin de la délivrance d'un permis. Il s'agit de forer pour connaître l'évolution de la terre; il y a, peut-être, sous la

couche de sel, du pétrole et des possibilités d'enfouissement de CO². Ce projet, actuellement sans financement, est conduit par l'IFREMER et le CNRS ; les entreprises pétrolières sont prêtes à le faire, conduisant à la privatisation de la recherche. L'unique bateau japonais en capacité de réaliser un tel forage est, encore, au Japon. Pour le projet Gold, voir Chantal Viala).

Le permis maritime ne relève pas d'une collectivité locale, mais de l'État, d'où ce soutien à apporter aux collectifs sur la cote et l'invitation à tous les collectifs à se mobiliser.

Faut-il appeler à une mobilisation nationale à la Seyne sur mer ou proposer que les collectifs réalisent, le même jour, des actions en soutien dans plusieurs villes ?

Il nous faut surtout rester en relation permanente et être prêt au partage, via le site et le blog (<http://www.non-aux-hydrocarbures-en-mer.org/> , <http://www.docgazdeschiste83.org/mer/>) plus les affichages.

Si le permis de Brignoles est rejeté ce sera grâce à l'action de tous les collectifs et à tous nos combats en France qui sont à l'origine de la loi du 13 juillet 2011.

Le maire de Tourtour qui en fait son cheval de bataille propose que les services de la mairie boycottent l'organisation des élections.

2. Apports juridiques :

MPPD/Association No Gazaran: D'après la Convention d'Aarhus, la nomenclature des produits chimiques utilisés lors d'un forage et injectés dans le sous-sol est à communiquer à qui la demande (voir le doc CADA ci-joint). La CADA a changé sa pratique en ne soutenant plus celle du ministère et des pétroliers. Il n'y a pas de secret industriel et pas plus de secret provisoire pour les permis en cours d'instruction.

L'association No Gazaran a une compétence nationale et outre mer. Chacun peut y faire appel ou utiliser ce document de la CADA pour tous les permis, y compris ceux en cours d'instruction.

VE: Sur les dossiers connus, rien n'a bougé depuis la Coordination nationale de Bagnolet, début janvier 2012. Sur le recours de Total, constitution en action volontaire déposée par la FRAPNA qui ne communique pas sur l'argumentation de ses dossiers. DF a envoyé une requête pour avoir accès au dossier.

Mise en place sur le site national d'une base de données juridique, à compter du 8 mars 2012 et en phase test durant une dizaine de jours. Cette base de données permettra de croiser les informations, les mutualiser, pour faire cause commune.

RELANCE : Pour alimenter cette base de données, il faut une ou deux personnes référentes juridiques par permis qui se chargent de collecter et d'envoyer toutes les informations sur les procédures, recours, requêtes, ..., le concernant. Des compétences juridiques ne sont pas nécessaires.

Quelques mémoires nous sont communiqués en sous main; mais ce n'est pas exploitable.

Le collectif 07 a-t'il désigné un militant comme référent pour le groupe de travail juridique ?

CT: Nous travaillons actuellement avec le juriste de la FRAPNA mais sans mandat de la part du collectif 07. Nous y réfléchissons.

DF: Le projet de décret sur la Commission d'évaluation est prêt et en lecture au Conseil d'État. Mais rien ne va bouger jusqu'aux élections, en mai. Ce serait une perte de temps de déposer des recours; éventuellement, une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) quand le décret sera publié.

Un appel à consensus européen pour de nouvelles normes, d'ici décembre 2012, a été lancé par une pétition rédigée dans toutes les langues de la Communauté européenne et diffusée dans chaque pays. 1 million de signatures doit être recueillie alors qu'il y en a 15 000 actuellement. André Picot et M. Rivière y participent. Il faut, absolument, relancer cette pétition pour pouvoir aller devant la Commission des pétitions au Parlement européen.

DB: Il y a ici 3 personnes qui travaillent sur les actions juridiques. A chaque coordination les stratégies semblent diverger. Est-il possible qu'avant chaque coordination, ces personnes se mettent d'accord pour nous fournir une synthèse qui permette à chaque collectif d'œuvrer ?

RP: Les Amis de la terre, ATTAC, Greenpeace, France liberté, Réseau Action climat France, dénonceront la Commission d'évaluation. les Amis de la terre refuseront d'y siéger car nous sommes contre le GdS et non la fracturation hydraulique.

Point important à éclaircir pour que les collectifs soient bien informés : La constitution de Lisbonne laisse à chaque pays sa souveraineté quant à sa politique énergétique, de santé, sécurité, ..., hors pressions de directives européennes. D'autres avis affirment le contraire. A vérifier !!!

3. **Lettres aux candidats :**

A Bagnolet, un modèle de courrier aux candidats a été préparé. Chaque collectif s'empare de la lettre proposée sur le site national non au gaz de schiste
(http://s338614470.onlinehome.fr/joomla_1.7_prod/index.php/coordinationnationale/102-questionnaire-pour-les-elections-presidentielles)

et peut le personnaliser et l'envoyer aux candidats de son choix.

L'Ardèche l'a repris puis envoyé à tous les candidats. A ce jour seul le Front de Gauche a répondu de façon favorable à notre combat.

Il serait judicieux, parallèlement, d'interpeller localement les représentants des partis politiques directement ou via les journalistes politiques.

3. **Permis de Cahors et de Beaumont de Lomagne :**

GB (NSGPC) : Comme il faudra lutter contre un gouvernement quel qu'il soit, un mot d'ordre lancé par la Coordination nationale est nécessaire, car il faut remobiliser les gens, suite à une certaine démobilisation.

Difficultés d'interprétation de la loi y compris par les Préfets. Contrairement à ce qui avait été écrit, ce n'est pas le Préfet de l'Aveyron qui accorderait ou pas le permis. L'instruction des dossiers est faite au ministère qui accorde ou pas le permis, le Préfet de l'Aveyron ayant en charge l'organisation sur l'ensemble des départements concernés.

Jusqu'en mai, pétition sur les 8 départements concernés par le permis de Beaumont de Lomagne, permis qui n'apparaît nulle part alors que le dossier est à la DREAL de Toulouse.

4. Points sur les nouveaux permis :

http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=25915

1 permis en Aquitaine et 1 permis en Lorraine.

RP (Ile de France) : L'instruction de 12 nouveaux permis d'exploration est finie, la décision étant en attente. La consultation par Internet prévue, initialement, jusqu'au 19 février, est repoussée au 19 mars 2012, sur le site du ministère, pour recueillir les avis de la population. Le résultat de la consultation ne sera pas contraignant pour le ministère car ce n'est pas une enquête d'utilité publique dans le sens juridique du terme.

La dynamique des collectifs se relance, certains maires reviennent, des réunions publiques sont prévues pour aboutir à la création d'un collectif par village.

No Fracking France a demandé aux ministères de l'industrie et de l'écologie de donner la liste des communes dont le territoire serait concerné par ces permis et non de simples repérages géodésiques à reporter sur la carte.

Les pétroliers demandent des permis pour des mesures sismiques en vue d'une exploitation conventionnelles. Mais, comme il s'agit de forage allant à 3 000 m de profondeur ce ne peut être du conventionnel.

Point à éclaircir : Les demandes de permis ont une durée de 3, 4 ou 5 ans.

Sur les permis d'exploration les journaux officiels européens donnent 90 jours de droit ?

2 permis fantômes en Rhône Alpes, à St Étienne (42) et Abondance (74) ; en creusant bien ils ont été donné à une société Suisse Pétrivibris et Heritage Petroleum PLC. Il faut être très attentif car c'est à la suite du redécoupages d'un grand permis qu'un petit comme ceux-ci apparaît.

Il y a, encore, de nouveaux appels d'offres à suivre sur la région.

5. Prochaines actions :

FAME – Forum alternatif mondial sur l'eau - du 14 au 17 mars 2012, à Marseille: « *L'objet du Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) est de construire une alternative concrète au VIème Forum Mondial de l'Eau (FME) organisé par le Conseil Mondial de l'Eau, organe des sociétés transnationales et de la Banque Mondiale qui prétend s'arroger la gouvernance mondiale de l'eau* » (www.fame2012.org/fr)

Ce sera l'occasion d'entendre comment les extra européens traitent cette thématique de l'extractivisme, de connaître leurs modes d'intervention, notamment, juridiques pour comparer les modes d'intervention, en prévision du RIO+20 pour des prises de paroles.

Problématique des agro carburants sur lequel les Brésiliens sont très engagés au prix de dégâts environnementaux phénoménaux.

Un atelier avec des collectifs contre les huiles et gaz de schiste est organisé pour être encore plus visible. Vincent Espagne et un membre du collectif du Var doivent intervenir (Vendredi 16 mars, 10h-12h30 au Cabaret Rouge 2 Atelier « De l'eau qui fait pschitt » : l'eau et les hydrocarbures de schiste et Vendredi 16 mars, 15h30-18h00 au Cabaret Rouge 2, Table ronde de synthèse de l'axe thématique Contrer l'extractivisme, défendre l'eau.

Le samedi 17 mars (au plus tard à 14h30), une grande manifestation est organisée entre le Palais Longchamp et les docks du Sud où se déroulera le FAME.

Le collectif du grand Montpellier espère pouvoir louer un car pour se rendre à la manifestation ou prévoira du co-voiturage. En Ardèche, 2 bus sont déjà pleins.

De nombreux collectifs nationaux manifesteront, à leur manière, leur soutien au FAME.

Un point de rassemblement sur place et son horaire sont à déterminer afin que les collectifs soient visibles. Maxime qui connaît le terrain nous fera une proposition, un tract sera distribué.

TRAFALGAR – dimanche 8 avril 2012 à la Seyne sur mer, à partir de 12h00 au Parc de la Navale (appel à un rassemblement national).

Autres actions :

Le collectif GASPARE (<http://www.nonalacentrale.fr/>) annonce la réalisation de 10 « tranches » de centrales au gaz. (des infos ici http://energie.lexpansion.com/energies-fossiles/du-gaz-pour-remplacer-le-charbon_a-31-2139.html la liste des centrales est en fin de document).

La fermeture de 20 centrales nucléaires entrainerait la création de 21 centrale au gaz, toutes alimentées au GdS ou au gaz russe. Elles seraient surtout situées en Bretagne. Il faut rentrer en contact avec le collectif GASPARE.

Ne devons pas nous mobiliser ? Prendre cette problématique en compte dans les collectifs et notre combat.

Mais attention la transition énergétique doit pourtant avoir lieu. Mais l'indépendance doit se faire en terme écologique, gaz VS nucléaire.

LES ATELIERS

1. Atelier juridique
2. Atelier veille et mobilisation : L'atelier VIA (Vigilance, Information, Alerte) www.stopaugazdeschiste07.org/IMG/pdf/VIA-2.pdf n'a pas parlé des actions, donc cela se fera le dimanche matin : pour l'instant trois dates sont retenues et proposées à la décision des collectifs répartis sur le territoire.
3. Atelier communication
4. Atelier sur la Charte.

Les comptes rendus des ateliers sont joints dans les annexes à ce compte rendu.

LES PROCHAINES ACTIONS

Le dimanche 17 mars 2012, réunion internationale du FAME à Marseille : les militants et représentant(e)s de collectifs locaux qui le désirent se rendent à la manif de l'après midi.

Le dimanche 8 avril 2012 sur les docks de la Seyne sur mer : le TRAFALGAR des gaz de schiste, manif locale à soutien national.

Le prochain lieu de la Rencontre de Coordination nationale est proposé d'être accolée au Trafalgar de la Seyne sur mer, dans le Var, le samedi 7 avril 2012 (Les collectifs du Var nous répondrons si cela est

possible). Cette rencontre sera sur une seule journée et essentiellement destiné à préparer les manifestations nationales du 13 mai 2012 et mettre en exergue l'absence du GdS de la campagne électorale. Nous saurons, alors, qui sera le Président de la République et donc les ministres en charge de l'énergie, de l'environnement, ... (voir plus bas pour des précisions sur cette journée du 13 mai).

Le mercredi 9 mai 2012, matin, à Bruxelles, les Amis de la terre participerons à une réunion devant le parlement Européen, avec des membres de pays européens et internationaux. Ils espèrent pouvoir les faire venir à Paris, dans l'après midi.

Le dimanche 13 mai 2012, la Coordination nationale propose qu'il y ait une journée NATIONALE des rassemblements et actions « polycentrées » (en divers lieux du territoire). Une action pourrait avoir lieu à Paris avec les militants internationaux venus de Bruxelles, s'ils peuvent rester.

Suite aux débats, il apparaît évident qu'il faut prévoir une journée de mobilisation NATIONALE.

Cette date en a été longuement débattue, et est donc proposé la journée du 13 mai. Cette date est bien placée après le 2ème tour de l'élection présidentielle et avant le premier tour des élections législatives. Chaque collectif est évidemment souverain dans sa décision d'organiser ou pas une action visible ce jour là.

ASSOCIATION SANS GAZ

Jean Max Esteban, collectif de Florac, est au CA de Sans gaz ; il nous apporte les informations suivantes qui seront mises sur leur site par l'association Sans gaz (<http://sans-gaz.org>) :

Le CA s'est réuni téléphoniquement le jeudi 1er mars 2012.

Situation financière au 1^{er} mars 2012 :

• dépenses	81 000 €
Cpte 61 :	7 522 €
Pub vendu équilibre	5 434 €
Avocats cabinet Roux	66 692 €
dont Code minier (5 000 €) et recours Conseil d'État (5 000 €)	
Frais déplacement Hélène Bras	5 800 €
• recettes	
Régions (3 ou 4)	4 800 €
Asso Un monde pour tous	4 000 €
Syndicat du Gardon	5 000 €
Assemblée nationale et Sénat	30 000 €
Carte, adhésion et dons	6 500 €

Déficit 26 650 € à chercher pour le cabinet Roux (il n'y a aucun doute quant au travail et à l'engagement d'Hélène Bras).

Ces sommes ne sont pas données à l'Euro.

Suivi des recours juridiques de certains permis actualisé sur le site de Sans gaz.

L'association Sans gaz a pris la décision, lors de son CA, de ne plus engager de dépenses pour de nouveaux dossiers (mais continuer à suivre les dossiers en cours). Cette décision est actée ce jour par la coordinationale.

Fonctionnement de Sans Gaz

Les membres du CA sont presque tous des proches de José Bové ; seuls, Michel Mariton et Jean Max Esteban sont des membres des collectifs.

Pas de transparence, manque de communication interne sauf pour les réunions du CA. Beaucoup de non dits.

La déclaration en Préfecture, après la réunion de Soubès, indique comme membres du Bureau:

Président : Patrick Herman, paysan à Nant ;

Secrétaire : Dominique Plancke, conseiller régional à Lille ;

Trésorière : Ghislaine Ricez, animatrice à La Roque Ste Marguerite.

Débat :

Le bénéfice de l'exonération fiscale sur demande au fisc (art. 200 du code général des impôts) a-t-elle été obtenue par l'association Sans gaz ?

Où en est la prise en charge de l'aide juridique promise par l'association Sans gaz aujourd'hui ?

Peut-on compter sur sans gaz ?

Prendre en compte la suite de notre prise en charge juridique de la coordination

Pour infos :

Que fait-on de Sans gaz ?

Avons-nous encore besoin de SG ? L'Ardèche a fait le choix de prendre sa défense en charge pour l'instant.

Création d'une autre asso dépendante directement de la CN ? Assurer la défense juridique et en cas d'amendes (établir un cahier des charges clair et précis avant la création de cet outil). Le Syndicat national des Avocats de France prend en charge, gratuitement, la défense des militants de Greenpeace qui ont refusé de donner leur ADN.

Une asso sans gaz 82 a été créée avec 2 personnes qui ne s'engageront pas dans les manifs pour neutralité. Idem dans d'autres collectifs.

NGSPC collectif de Cahors et environ : on a pas adhéré à SG faute de cohérence et cela ressemble plus à une pompe à fric qu'à une défense globale pour certaines actions ; nous cherchons des avocats militants sur le plan local, à partir d'un cahier des charges qui leur sera proposé.

Retransmettre de façon la plus juste et neutre à nos collectifs pour que chacun se positionne

A l'ordre du jour de la prochaine Coordination nationale :

1. Faut-il désigner les correspondants presse en bas du communiqué de presse pour plusieurs mois ou ponctuellement pour éviter l'effet « porte parole » en changeant régulièrement, notamment par deux militants issus du collectif invitant de la rencontre de la Coordination nationale ?

Trouver une solution technique pour utiliser un téléphone portable unique « tournant » ou autre outil de communication. Masquer le nom du « porte parole ponctuel » derrière un pseudo pouvant convenir à une femme comme pour un homme ? Afin que le nom en bas de communiqués de presse soit toujours identique, mais la personne différente.

2. Que faire de Sans gaz, sachant que la Coordination nationale n'a aucun pouvoir quant au devenir de cette association ?
3. Suite du travail sur la VIA et sur la mutualisations des modes d'actions.

Notes et compte rendu de Pascale Ventura, Estelle Tardy, Gilbert Laureau et Bruno Hérail.

Le 8 mars 2012

Wikipedia : La **convention d'[Aarhus](#)** sur l'[accès à l'information](#), la [participation](#) du public au processus [décisionnel](#) et l'accès à la justice en matière d'[environnement](#), signée le [25 juin 1998](#) par 39 États, est un accord international visant à :

- améliorer l'[information environnementale](#) délivrée par les autorités publiques, vis-à-vis des principales [données environnementales](#) ;
- favoriser la participation du public à la prise de décisions ayant des incidences sur l'environnement (par exemple, sous la forme d'[enquêtes publiques](#) ;
- étendre les conditions d'accès à la justice en matière de [législation environnementale](#) et d'accès à l'[information](#).

Centrales à cycles combiné gaz en France

INSTALLATIONS EXISTANTES ET PROJETS

février 2010

Opérateur	Ville	Dept	Puissance MW	Tranches	Statut
-----------	-------	------	--------------	----------	--------

Centrales en service

GDF SUEZ	Dunkerque	59	790	2	en service (2006)
POWEO	Pont-sur-Sambre	59	412	1	en service (2009)
GDF SUEZ	Fos-sur-Mer "Cycofos"	13	425	1	en service (2009)
	S/total		1 627	4	

En construction

SNET (EON)	St Avoil	57	800	2	Raccordement début 2010
GDF	Montoire	44	430	1	en construction
ATEL	Bayet	03	420	1	en construction
EDF	Blenod-la-Maxe	54	435	1	en construction
EDF	Marignies	13	930	2	en construction
GDF SUEZ	Fos-sur-Mer "Combigolfe"	13	850	2	en construction
	S/total		3 855	9	

Autorisées

SNET (EON)	Hornaing	59	400	1	autorisé
POWEO	Toul	54	412	1	autorisé
SNET (EON)	Montceau-les-Mines	71	420	1	autorisé
	S/total		1 232	3	

Enquêtes publiques terminées

DIRECT-ENERGIE	Verberie	60	892	2	enquêtes publiques 2009
DIRECT-ENERGIE	Sarreguemines	57	892	2	enquêtes publiques 2009
	S/total		1 784	4	

Projets en cours

IBERDROLA	Villiers	53	1 100	2	projet
POWEO	Antifer	76	800	2	projet
SNET (EON)	Lacq	64	800	2	projet
ATEL	Monchy-sous-bois	62	420	1	projet
POWEO	Dun-le-Palestel	23	840	2	projet
POWEO	Blaringhem	59	840	2	projet
	S/total		4 800	11	

	Total général	20 sites	13 308	31	tranches
--	----------------------	-----------------	---------------	-----------	-----------------